

Anniversaire d'inauguration DES Chaussures DOLLY 20, Rue de Lannoy, 20 ROUBAIX (Téléphone: 23-46) Un flacon de Parfum est offert aux Acheleurs

Anniversaire d'inauguration DES Chaussures DOLLY 20, Rue de Lannoy, 20 ROUBAIX (Téléphone: 23-46) Un flacon de Parfum est offert aux Acheleurs

POUR VAINCRE L'OUBLI UN PROJET DE MONUMENT DANS LE NORD A Louise de Bettignies

Le souvenir de Louise de Bettignies n'est entré en France par aucun monument. Les jeunes filles de ce pays, des jeunes gens, des jeunes filles qui n'ont jamais su et, peut-être, d'autres qui ont su et qui ont oublié, même chez nous !

Cet oubli et cette ignorance ne peuvent durer. Ou alors, prenons garde : que reviennent des jours de péril et la France, en vain, chercherait pour son salut et pour sa gloire des héros comme Louise de Bettignies dont elle aurait négligé d'immortaliser l'exemple.

Ce que fit cette fille de France, sœur lilloise de Jeanne la Lorraine, il faut l'apprendre aux uns, le rappeler aux autres. Ecoutez, voici son histoire simplement dite. Il n'en est pas de plus belle dans les annales de l'héroïsme de tous les temps.

Louise de Bettignies était issue d'une très ancienne famille de Lille. A l'invasion allemande, elle habite la maison de sa mère, alors absente. Quoique diplômée de l'Université d'Oxford et rompu aux exercices du corps, elle reste, avec sa petite taille, ses yeux émeraude d'intelligence et de bonté, une vraie jeune fille de chez nous, fine, douce, distinguée, avec cette grâce qui est si plus belle encore que la beauté.

Le jour de l'ennemi lui est odieux. Elle s'évade par la Hollande. A Folkstone, les renseignements qu'elle donne sur l'occupation allemande aux officiers alliés sont si précieuses que ceux-ci demandent à la jeune fille si elle consentirait à retourner à Lille pour leur apporter souvent de pareils renseignements.

Louise de Bettignies était sauvée. Et voilà que le sacrifice se présente à elle. Si elle accepte, ce sont les fiançailles avec la mort, le martyre volontaire pour la France.

Elle a consulté sa mère et elle a accepté. Tant qu'un pays mérite, des milliers de ses enfants, cette preuve suprême d'amour, il reste grand. Comment elle accompli sa mission terrible, Antoine Réquier l'a dit en détail dans La Guerre des Femmes. Le Comité qui vient de se former en vue d'ériger un monument dans le Nord à Louise de Bettignies le rappelle en ces termes :

A Lille et dans toute la région, elle organisait tout un service, si complet et si fécond que pas un seul, au témoignage de l'état-major, ne l'a jamais dépassé en précision, en utilité, en efficacité. A l'aide d'une jeune fille de Roubaix, Marie-Léonie Vanhoutte, dont elle avait fait son lieutenant, et servie par une obscure et glorieuse équipe de près de cinquante agents, hommes ou femmes de toutes conditions, elle réussit elle-même constamment la navette depuis le front allemand de la région de Lille jusqu'à la Hollande et la côte anglaise, bravant tous les dangers, exécutant tous les courages, toujours gaie, confiante et noble. Admirablement cultivée, parlant couramment l'allemand, l'anglais, l'italien, elle était fière autant que brave. Ses aventures, à la fois terribles et charnantes, ont duré un an, à la fin de 1915, leur indélébile témoignage. Elle s'attendait à être prise un jour et fusillée.

BILLET, PARISIEN La nouvelle bataille du franc (D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 19 MAI (MINUIT). Au point où les choses en sont venues, l'existence des gouvernements, les chances de relèvement qui nous restent, la prospérité de chacun de nous, toute notre politique enfin, sont dominés par les cours de la Livre et du Dollar. Jamais le « plébiscite du change », pour employer l'expression dont s'est servi M. Bokanowski, n'a pesé d'un poids aussi lourd sur nos destinées.

On comprend que cette situation, qui tend de plus en plus à priver notre pays de son indépendance politique au profit de ses riches créanciers, provoque dans les milieux les plus divers une légitime émotion. M. Briand, qui a suici d'heure en heure les fluctuations du change, a conféré avec de hautes personnalités financières. Demain, le Conseil des ministres qui entendra M. Raoul Péret à la fois sur son voyage à Londres et sur la chute du franc, arrêtera des mesures d'ordre technique.

Il semble même que la lutte contre la baisse de notre devise ait commencé dès aujourd'hui. Le nervosité du marché des changes, où des écarts formidables ont été constatés, d'une heure à l'autre, entre les cours des monnaies dépréciées, indique qu'une bataille s'est livrée entre la spéculation et la contre-spéculation. La « manœuvre de manœuvre » est-elle intervenue ? Ce qui est certain, en tout cas, c'est que les acheteurs de devises étrangères ont trouvé aujourd'hui en face d'eux une puissance contre-partie, et qu'à cet obstacle inopinément dressé devant le mouvement de baisse, les mesures gouvernementales ne sont pas étrangères.

Mais on ne saurait attendre de ces mesures techniques les faits durables qui peuvent seuls produire les mesures d'ordre politique. A cet égard, les membres du Comité national de la contribution volontaire ont fait, ce matin, à M. le Président du Conseil, d'intéressantes remarques. Ils lui ont exposé quelques-unes des mesures qui, selon eux, pourraient réveiller la confiance et, par conséquent, multiplier les souscriptions volontaires : autonomie absolue de la Caisse d'amortissement, affectation bien déterminée des sommes ainsi soustraites, etc. Il est évident qu'il y a dans ces suggestions, le point de départ de toute une politique de relèvement financier. Mais, cette politique, M. le Président du Conseil, malgré sa bonne volonté, pourra-t-il l'imposer au Parlement ?

M. Raoul Péret a quitté Londres L'impression optimiste du ministre des Finances Londres, 19 mai. — M. Raoul Péret, accompagné de M. Bucaille, est parti ce matin, à 9 heures, pour Paris. Avant son départ, M. Péret a déclaré que ses dernières conversations avec M. Churchill lui permettaient d'envisager maintenant que les perspectives qui vont incessamment se présenter, autorisent d'escompter un accord dans le temps le plus proche. Les experts français et anglais vont continuer à rapprocher les points de vue sur lesquels les divergences existent encore, c'est-à-dire sur les questions de chiffres et sur celles des responsabilités que devrait assumer la France.

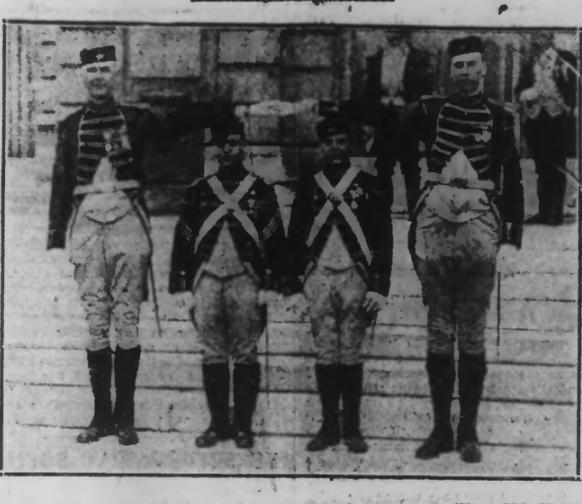
Le passage du ministre à Boulogne-sur-Mer Boulogne-sur-Mer, 19 mai. — M. Raoul Péret s'est embarqué à « Biarritz », à 12 h. 30, et est reparti pour Paris à 13 h. 6. J'ai quitté Londres, a-t-il dit, avec de l'espoir, un espoir sincère, en tout cas avec l'espoir d'un avenir, afin de poursuivre l'œuvre commencée. Je suis convaincu que grâce à la bonne volonté de part et d'autre, nous aboutirons. Les éléments d'accord sont indiscutables, mais il faut tenir compte de l'opinion publique dans les deux pays. Ne rien brusquer, ni rien brusquer. — Et les changes, Monsieur le Ministre, que pensez-vous de la hausse brusquée d'hier ? Je n'ai pas encore de renseignements assez complets pour vous parler catégoriquement de la nouvelle ascension de la livre sterling ; mais je puis vous dire encore qu'on ne peut en attribuer les causes à des raisons d'ordre intérieur. Sur toutes les places européennes, un déséquilibre grave se manifeste.

L'arrivée à Paris Paris, 19 mai. — M. R. Péret, ministre des Finances, est arrivé à Paris, à la gare du Nord, à 17 heures. Il était accompagné de M^{me} et M^{lle} Péret. M. R. Péret a été salué à sa descente du train par M. Danléon, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil ; Fallières, sous-secrétaire d'Etat aux Finances. Interrogé, le ministre des Finances s'est borné à déclarer que les négociations n'étaient que suspendues et que les experts financiers et les représentants de la Banque de France poursuivaient leurs travaux à Londres.

Le maréchal Joffre réclame l'autonomie entière de la Caisse d'amortissement Paris, 19 mai. — M. Briand a reçu, ce matin, le Comité permanent de la contribution volontaire qui lui a présenté le maréchal Joffre. Le maréchal a assuré le président du Conseil du dévouement du Comité et de sa foi dans le résultat de l'entreprise, et a attiré son attention sur la nécessité de donner une autonomie entière à la Caisse d'amortissement ; il a également insisté sur l'importance exclusive des souscriptions à l'amortissement.

Le général Baratier nommé chef d'état-major du maréchal Foch en remplacement du général Desticker Paris, 19 mai. — Le général de division Desticker, chef d'état-major du maréchal Foch, président du Comité militaire d'Etat-major Versailles, est relevé de ses fonctions par le général de brigade Baratier, commandant l'artillerie du 8^e corps.

LES VÉTÉRANS AMÉRICAINS EN FRANCE



UN GROUPE DE SOLDATS AMÉRICAINS COMPRENANT LES PLUS PETITS ET LES PLUS GRANDS (Photos Wide World.)

« La Plus Grande Famille » célèbre à Paris son dixième anniversaire

DISCOURS DE M. G. MOTTE UN HOMMAGE A M. AUG. ISAAC Paris, 19 mai. — Mercredi, a eu lieu à Paris, à l'occasion du dixième anniversaire



M. GEORGES MOTTE

de la fondation de La plus grande Famille », une manifestation en l'honneur de M. Aug. Isaac, ancien ministre, président de cette association. Les membres adhérents de « La plus grande Famille » y assistaient en grand nombre.

Autour de M. Isaac, on remarquait : MM. François-Marsal, ancien président du Conseil ; François Saint-Maur, sénateur ; Duval-Arnould, député ; Henry Girard, membre du Conseil supérieur de l'Agriculture ; Maurice Lacoin, ingénieur principal du P. O. ; le général Borie ; Bouvolsin, directeur du Comité central des Caisses de compensation ; Jacques Péridat, président de la D.A.A.C. ; commandant Lefebvre-Dibon, etc. Parmi les personnalités du Nord, MM. Louis Nicolle, député ; Georges Motte, président de la Chambre de Commerce de Roubaix ; Achille Ghisbain, Jules Delattre ; M. Joseph Cromb, secrétaire général du Comité d'études familiales ; MM. J. Dassonville, P. Dewarria, etc. MM. F. Vieulle, secrétaire général ; Ch. Georges-Picot, trésorier ; G. Lacoin, vice-président, ont présenté des rapports sur les résultats obtenus par les associations familiales au cours des dix années d'existence de « La plus grande Famille ».

Au nom des chefs de famille du Nord qui se réunissent à Paris durant l'invasion de leur région ont, au cours de l'hiver 1913-1916, fondé cette association. M. Georges Motte a remercié M. Isaac des résultats obtenus durant ces dix années pour la restauration de la famille.

DISCOURS DE M. GEORGES MOTTE ...Il y a dix ans, en l'hiver 1913-1916, où étonna nous, chefs de famille des régions envahies, dit M. Georges Motte. La perturbation apportée par la mobilisation dans toutes les familles françaises avait été aggravée pour nous par l'invasion. Un certain nombre d'entre nous enfermés dans le cercle de fer des armées, ennemis connaissaient la réalité de l'invasion. D'autres — j'en étais — otages ou prisonniers dans le tonbeau des camps ou des fortifications allemandes, y étaient comme des morts, isolés

de la vie n'est pas de s'enrichir et de jouir, mais bien de s'efforcer de laisser derrière soi une grande famille qui continue la tâche de ses pères et qui transmette d'une génération à une autre génération le flambeau de la foi chrétienne et de la civilisation familiale française. (1) On sait que M. Georges Motte est l'auteur d'un remarquable ouvrage, qu'on se livre : « Les dix Mille de Radinghem », relatant les heures douloureuses que vécurent alors tant de nos concitoyens.

LA DEPOUILLE DU PRINCE VICTOR-NAPOLEON EST ARRIVEE A TURIN Turin, 19 mai. — La dépouille du prince Victor-Napoléon est arrivée à Turin, accompagnée de la princesse Clémentine. Le cercueil du prince Victor-Napoléon, enveloppé de drapeaux français et italiens a été transporté à la basilique de Superga où il était attendu par le prince-héritier, la princesse Clémentine de Belgique, le prince Louis-Napoléon, la princesse Laetitia, les ducs d'Aoste, de Gènes, de Poulles, le clergé de la basilique et les autorités de la ville. Les souverains, tous les princes et princesses avaient envoyé des couronnes. Après la messe, la dépouille du prince a été inhumée dans les souterrains de l'église.

La baisse de la lire

Dès le jour où la lire commençait à baisser, M. Attilio Cablati consacrait, dans la « Stampa », une étude à ce phénomène. Beaucoup d'Italiens en ont été surpris, parce qu'ils étaient persuadés qu'il n'existait plus de lire à la disposition de l'étranger. Mais du jour où la lire s'était stabilisée, le taux de l'escompte recommença à exercer son action sur la distribution internationale de l'épargne. Les Banques étrangères, par l'intermédiaire de leurs correspondants italiens, mirent de l'argent liquide à leur disposition pour l'employer à brève échéance en avances ou report ; profitant du large écart qui existe pour l'intérêt de l'argent à vue entre les places de Londres ou de l'Italie. Cette opération avantageuse pour l'étranger ne l'était pas moins pour l'Italie à qui elle fournissait les capitaux nécessaires. Mais d'autre part elle approvisionnait l'Angleterre en lire, ce que celle-ci jeta sur le marché pour sauver sa propre devise.

Il importe pour la France, la Belgique, l'Italie que la crise anglaise ne se prolonge pas, tant les marchés internationaux se trouvent indépendants. Le fait est d'autant plus grave pour l'Italie que ses prix intérieurs, exprimés en or, s'approchaient des prix internationaux et que par suite ses exportations diminueaient et cela, au moment où les importations des céréales nécessaires à la soudure augmentent.

Cette situation avait attiré l'attention du sénateur Borletti. Son étude a eu un vaste répercussion dans le monde des affaires et certains industriels pensent comme lui que l'Italie ferait mieux de laisser déprécier sa devise plutôt que de sacrifier son industrie. M. Cablati espère que M. Volpi n'écouterait pas ces conseils. La grève anglaise est finie et le gouvernement italien n'a pas encore entamé le prêt italien. Seule la stabilisation est une solution. Une nouvelle inflation favoriserait l'industrie, mais devrait être suivie d'une nouvelle inflation et ainsi de suite.

La tension des changes a eu une répercussion immédiate sur les Bourses italiennes, qui ont manifesté plus d'activité. Un certain nombre de valeurs ont en hausse. Ce fait prouve que l'épargne n'est pas attirée par les opérations de bourse, qui sont effectuées surtout par les capitaux de spéculation, toujours actifs dans les périodes d'oscillations monétaires. L'épargne s'abstient pour les raisons suivantes : la rareté des capitaux circulants engage certaines entreprises à emprunter directement aux particuliers. Certaines sociétés italiennes donnent en compte courant, pour des sommes relativement modestes, un intérêt de 8 à 8 1/2 0/0. Les sociétés économistes ainsi à 1 1/2 0/0 de ce qu'elles paieraient aux banques et le prêteur trouve les garanties nécessaires dans la brièveté de son prêt. L'épargne juge donc inutile d'acquiescer en bourse des titres qui lui rapporteraient 6 à 7 0/0 et qui sont aléatoires. D'autre part, que représenteront ces titres, le jour où l'on reviendra à la parité-or et où les sociétés devront refaire tous leurs bilans ?

LES CHANGES MARDI MERCREDI LIVRE 168.40 170.80 DOLLAR 34.70 35.15 BELGIQUE ... 99.00 102.00

La crise politique en Belgique

LE MINISTÈRE JASPAR Adhésion libérale Bruxelles, 19 mai. — Après une longue séance qui n'a pas duré moins de trois heures, les parlementaires libéraux ont décidé, mercredi midi, par 26 voix contre 7 et 1 abstention, de collaborer au ministère Jaspard en prenant acte de ce que ce dernier exclut toute action politique et veut assurer uniquement, dans la paix sociale, l'œuvre urgente qu'imposent le salut du pays et le rétablissement des affaires publiques.

Les opposants à cet ordre du jour ont déclaré garder leur entière liberté d'action. La fin de la crise On peut l'espérer pour jeudi. La solution ne dépend plus que de la décision des socialistes qui se réuniront jeudi matin. Rien ne peut précéder un échec de ce côté. Les arrêtés royaux paraîtront au « Monteur » vendredi et les Chambres seront convoquées pour mardi.

La situation mercredi soir M. Jaspard a continué ses négociations mercredi après-midi. Dans la soirée, il a confirmé ses espérances de pouvoir résoudre la crise jeudi. Toutefois, il a de nouveau fait appel à l'union du pays et à l'esprit de travail et d'économie et d'ordre, qui ont toujours constitué les principales vertus de la Belgique. M. Jaspard devra encore voir M. de Broqueville à son retour de Paris. Si ce dernier ne pouvait assumer la charge de ministre de la Défense nationale, on croit que M. Firmet acceptera de conduire ce département.

LES ACCIDENTS D'AUTOS

Un passant renversé meurt à l'hôpital Paris, 19 mai. — Rue des Meuniers, une automobile a renversé M. Lucien Mussaud, rue de Charenton, 25, qui est décédé à l'hôpital Saint-Antoine. Le commissaire de police recherche le chauffeur auteur de l'accident, qui a pris la fuite. Un tué, trois blessés Strasbourg, 19 mai. — Une automobile revenant la nuit à Strasbourg, s'est jetée, près de Cronenberg, sur un arbre, et a été démolie. Le chauffeur, M. Ritti, a succombé peu après son admission dans une clinique de chirurgie. Sur quatre voyageurs, trois ont des lésions et des fractures, au sujet desquelles les médecins n'osent se prononcer.

Un drame de la jalousie à Roubaix

UN HOMME BLESSE SON AMIE AU MOYEN D'UNE MATRAQUE ET SE TRANCHE LA GORGE

Une sanglante tragédie due à la jalousie et à l'inconduite s'est déroulée, mercredi matin, vers 8 h. 15, dans l'estaminet « Au souvenir de Craonne », situé 46, rue du Moulin, à Roubaix.

Le cabaretier, Jules-Louis Lannoy, 48 ans, vivant avec la femme avec qui il vivait, Clotilde Henry, 33 ans, épouse divorcée Warnet le trompait, a tenté de la tuer en la frappant avec une matraque en caoutchouc et a voulu se suicider ensuite en se tranchant la gorge à l'aide d'un rasoir.



LA MAISON DU DRAME

Clotilde Henry, 33 ans, épouse divorcée Warnet le trompait, a tenté de la tuer en la frappant avec une matraque en caoutchouc et a voulu se suicider ensuite en se tranchant la gorge à l'aide d'un rasoir.

UN FAUX MENAGE

Il y a environ six ans, Louis Lannoy, qui venait d'obtenir son divorce, reconstruisait Clotilde Henry, elle-même divorcée.

Quelque temps après, ils reprenaient tous deux l'estaminet qu'ils tiennent encore actuellement, rue du Moulin. Mais la bonne harmonie ne devait pas durer longtemps dans le ménage et bientôt de fréquentes disputes éclataient presque journellement, alimentées par la jalousie de Lannoy, qui de plus buvait beaucoup. Ces derniers temps les querelles devinrent plus vives. Le cabaretier reprochait à son amie de vouloir l'empoisonner et M. Flamant, commissaire de police, dut intervenir plusieurs fois pour rétablir le calme.

LA DECOUVERTE DU DRAME

Il était environ 8 h. 20, quand l'agent de police Edouard Florin passant rue du Moulin, entendit des cris et un bruit de lutte provenant de l'estaminet « Au souvenir de Craonne ».

Il tenta d'entrer dans le café, mais le verrou étant mis il ne put pénétrer et s'apprêta à forcer la porte quand celle-ci s'ouvrit brusquement et donna passage à une femme échevelée, la figure et les mains en sang qui se sauva terrifiée et alla se réfugier au cabaret Dubouquet, situé au numéro 48 de la même rue.

Accompagné de l'inspecteur Hus qui se trouvait par hasard sur les lieux, l'agent Florin pénétra alors dans l'estaminet. Un spectacle affreux les attendait : Lannoy gisait, près de la porte, dans une mare de sang. D'un rasoir qu'il tenait dans sa main crispée il s'était égaré encore l'horrible plaie qu'il s'était faite à la gorge. L'inspecteur Hus se précipita et réussit à détartrer le malheureux.

LENQUÊTE

Quelques minutes plus tard, M. Flamant, commissaire de police du 2^e arrondissement, prévenu téléphoniquement, était sur les lieux. En attendant la venue d'un docteur il essaya d'interroger le blessé. Celui-ci ne peut parler mais répond par signes au magistrat.

Est-ce parce que vous supposez que votre amie vous trompait et qu'elle voulait vous empoisonner, que vous avez tenté de la tuer et de vous donner la mort ensuite ? Lannoy fait un signe oui de la tête et fait comprendre à M. Flamant qu'une lettre, se trouve dans la poche de son veston. C'est un billet écrit au crayon dans lequel on croit comprendre au milieu de phrases incohérentes, le mobile qui a poussé Lannoy à commettre son geste.

M. Flamant a remarqué que le lit n'était même pas défait, ce qui laisserait supposer que Lannoy et son amie ne seraient pas couchés dans la nuit de mardi à mercredi.